



MOYEN-ORIENT

3 juin 2026

Guerre Iran-USA-Israël : pourquoi le monde arabe n'y voit pas le même conflit que l'Occident

Alors que l'Occident tend à lire les tensions entre l'Iran, Israël et les États-Unis à travers le prisme d'un affrontement géopolitique classique, de nombreux acteurs du monde arabe y voient d'abord une recomposition régionale aux conséquences potentiellement déstabilisatrices. Entre recul de l'influence iranienne, fragilité des États, rivalités confessionnelles et compétition des puissances régionales, les perceptions divergent profondément sur ce qui se joue au Moyen-Orient et sur ce qui pourrait émerger après le conflit en Iran.

 Antony Dabila ↗, Michel Fayad ↗ et Lina Murr Nehmé ↗

16 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 24:28min

Atlantico : Le monde arabe après l'Iran - Si la République islamique s'effondre ou se rétracte durablement, les États arabes ont-ils la capacité institutionnelle de reprendre le contrôle des structures qu'elle a capturées, ou le vide serait-il plus dangereux encore ?

Antony Dabila : Il y a deux scénarios ici : soit un changement de régime se passant bon an mal an assez bien pour qu'il n'y ait pas de vide sécuritaire, soit un affrontement entre les différentes factions qui prétendent à prendre le pouvoir. Dans le premier scénario, la redescente des tensions pourrait être le prélude à un peu plus de coopération avec les voisins agressés au début de la guerre. Dans le second, la transition pourrait être beaucoup plus complexe, car certaines des factions pourraient continuer à vouloir bloquer le détroit, et nous avons vu qu'il fallait une force assez restreinte pour arriver

à ce but, compte tenu de la géographie très particulière du Golfe persique. Les pays arabes du Golfe doivent donc se préparer à toute éventualité tant que la situation n'est pas stabilisée et leur politique de défense en sera modifiée durablement. Ils doivent à présent palier la baisse de la garantie de sécurité américaine eux-mêmes.

Lina Murr Nehmé : La guerre américaine de 1991 a bouleversé l'équilibre régional en faisant disparaître la plus grande puissance laïque du Moyen-Orient, l'Irak. Car en cas de guerre, de peur, de souffrance intense, les peuples se réfugient dans la religion. Pour répondre à l'**angoisse** populaire et bloquer les islamistes, le parti Baas irakien a adopté un islamisme de façade qui consistait à mettre le cri du djihad (Allahou Akbar) sur le drapeau, à encourager l'étude du Coran, à appliquer certains châtiments de la charia, etc. Saddam Hussein empêchait ainsi al-Qaïda de mettre pied en Irak. Les Irakiens sunnites et chiites vivaient encore bien ensemble, comme le prouve la résistance opposée aux Américains par l'armée irakienne (à 80% chiite) dans le sud chiite de l'Irak en 2003. Il fallut une fatwa de l'ayatollah Sistani pour contraindre cette armée à laisser les Américains marcher sur Bagdad.

À lire aussi

Guerre en Ukraine : qui a vu que la Russie avait reculé de ses lignes de front depuis mars 2022 ?

Viatcheslav Avioutskiï

La chute de Saddam Hussein aurait pu ne pas avoir de résultats catastrophiques, si l'administrateur américain de l'Irak, Paul Bremer, n'avait pas interdit le parti Baas qui unifiait les Irakiens, et s'il n'avait pas ensuite dissout l'armée et la police armées irakiennes, jetant à la rue près d'un demi-million de personnes, avec leurs armes, mais sans salaire, sans pension, sans compensation. Il a ainsi privé l'Irak de leurs compétences et de leurs connaissances en matière de renseignement, et mis tout cela à la disposition d'al-Qaïda qui s'installa en Irak et recruta les meilleurs éléments de l'armée irakienne, ce qui fit d'elle la milice la plus puissante au monde.

En même temps, les partis et milices islamistes chiites soutenus par l'Iran étaient venus régner à Bagdad. Leur oppression, leurs massacres de sunnites ont permis la montée de Daesh dans les régions sunnites. Leur pouvoir imposé par l'invasion américaine et maintenu par les armes des milices pro-iraniennes, n'a jamais réussi à enraciner sa légitimité dans la société irakienne, car il ne repose que sur l'argent, les armes des milices, et l'autorité

religieuse du grand-ayatollah iranien Ali Sistani, la plus grande référence religieuse chiite au monde.

Mais tout cela se termine. Les Iraniens, pris par leur guerre contre les Américains et les Israéliens, n'envoient presque plus d'argent et d'armes. Et l'ayatollah Sistani, presque centenaire, joue un rôle de plus en plus ténu ; et aucun autre ayatollah en Irak ne semble avoir l'envergure nécessaire pour le remplacer quand il mourra.

À lire aussi

Réforme universitaire en Chine : des doctorants sont dispensés d'écrire leur thèse s'ils développent un produit, une technologie ou une solution industrielle concrète

Emmanuel Lincot

Dans ce pays autrefois laïque, aujourd'hui déchiré confessionnellement, l'affaiblissement des chiites ramène les sunnites sur le devant de la scène.

Daesh est toujours là, et plus fort de jour en jour, grâce aux aides qu'il reçoit des donateurs islamistes, surtout ceux du Golfe. Mais il fait profil bas, en attendant d'être assez puissant pour que son pouvoir soit irréversible.

Le Baas irakien, lui, est de retour, et il représente une force avec laquelle il faut compter. Mais cette fois, il ne vient pas comme un parti laïque voulant unir tout le monde, mais comme une force sunnite.

Une guerre religieuse va donc éclater en Irak. Après avoir battu les chiites, les sunnites se battront entre eux : Daesh contre le Baas, et puis contre Joulani (al-Charaa). Il faut rappeler que l'État islamique se voit comme une puissance panislamique, transnationale, englobant d'abord l'Irak et la Syrie – les deux capitales des califes arabes –, mais ensuite, s'étendant vers les autres pays. Il faut se rappeler aussi que Joulani, quand Abou Bakr Baghdadi l'a envoyé en Syrie en 2011, n'était qu'un capitaine de l'État Islamique/Irak que dirigeait Baghdadi.

À lire aussi

La nouvelle bataille du gaz en Méditerranée orientale : pourquoi le Liban reste à la marge

Pascale Abou Nader

Donc oui, le vide laissé par l'effondrement des chiites risque de déchaîner des forces plus effrayantes encore que celles que nous avons déjà vues. Le pire pourrait être l'union de ces forces d'un continent à l'autre.

Michel Fayad : L'Iran n'a pas créé le vide, il l'a occupé. La bonne question n'est donc pas de savoir si les États arabes peuvent reprendre ce que l'Iran a capturé, mais s'ils ont la capacité de reconstruire ce qu'ils n'ont jamais pleinement possédé.

Les États du Golfe n'ont pas besoin de reprendre quoi que ce soit. Leur souveraineté institutionnelle, même imparfaite, est réelle. Un recul iranien ne les déstabilise pas, il les soulage, mais ouvre simultanément un espace que plusieurs candidats sont en position d'occuper. Si Téhéran recule durablement, Ankara apparaîtra comme l'un des principaux prétendants au leadership du monde sunnite, aux côtés des monarchies du Golfe, non en rompant avec l'Occident, mais en le manœuvrant.

À lire aussi

Les Baháís, cette minorité iranienne dont personne ne parle, et qui endure de terribles persécutions en Iran

Emmanuel Razavi

L'Irak et le Liban sont dans une situation radicalement différente. L'Iran y a substitué des structures étatiques par des structures parallèles. Le Hachd al-Chaabi prélève des budgets, contrôle des passages frontaliers, dispose de sa propre diplomatie. Au Liban, le Hezbollah a remplacé l'État là où il s'est implanté, construisant des hôpitaux et des écoles non pour servir le Liban, mais pour le supplanter.

L'expérience syrienne illustre le scénario le plus pessimiste : les violences massives contre certaines minorités depuis la chute d'Assad rappellent que le recul iranien ne garantit pas l'émergence d'un ordre plus stable ou plus pluraliste. L'ennemi de l'ennemi n'est pas toujours un ami. La chute de la République islamique ne sera pas la fin de l'histoire islamiste. Ce sera peut-être le début d'un nouveau chapitre, plus imprévisible encore, où l'islamisme sunnite, libéré d'une partie de la rivalité chiite qui absorbait son énergie, cherchera de nouveaux canaux et de nouveaux États sponsors.

Le chiisme comme outil géopolitique – Dans quelle mesure Téhéran a-t-il instrumentalisé l'identité chiite pour diviser les sociétés arabes de

l'intérieur, et cette fracture confessionnelle est-elle réversible ?

À lire aussi

Christ contre César : Léon XIV, Donald II et le retour de la "guerre juste"

Hugues Serraf

Antony Dabila : Ceci n'est pas nouveau. Le Hezbollah, les milices chiites d'Irak, le régime de Bachar Assad, les Houthis ou encore les minorités chiites d'Arabie saoudite et du Bahreïn font partie intégrante de la stratégie iranienne, fondée depuis 1979 sur une hostilité ouverte envers les Sunnites. On se souvient qu'un des premiers actes de la République islamique avait été d'organiser une prise d'otage dans la Grande Mosquée de la Mecque pour contester le contrôle des lieux saints par les Saoudiens. Mais l'attaque simultanée de tous les pays de la région, qui était le seul moyen de survivre à court terme pour l'Iran, pourrait avoir des conséquences de long terme très importantes : celles d'une unanimité arabe sunnite contre Téhéran. Le Hezbollah est mis en minorité au Liban, qui négocie à présent la paix avec Israël et les Houthis ont vu l'opposition se coaliser contre eux et ont perdu du terrain. Ils n'ont d'ailleurs pas réellement pu prendre part au conflit. Davantage de coopération des Etats arabes entre eux et, de facto, avec Israël, pourrait avoir soudé une coalition très dangereuse pour l'Iran

Lina Murr Nehmé : Les deux pays types, ceux où se trouvent de vrais proxys de l'Iran, sont le Liban et l'Irak. On ne peut pas parler de sociétés arabes, concernant ces civilisations beaucoup plus anciennes que celles des Arabes, et dont les peuples ont eu l'infortune d'être sous occupation arabe à un moment donné de l'Histoire.

Ceci dit, le Liban et l'Irak ont été victimes de tentatives de division. Des tentatives subtiles. Parler de fraternité ? Personne n'est contre. Parler de justice sociale ? Tout le monde est pour. Le problème, c'est que certains oulémas iraniens vont depuis des décennies répétant que les chiites sont opprimés par rapport aux autres communautés, omettant par exemple de dire qu'en Irak, les chiites ont toujours été minoritaires avant le XXe siècle, et que depuis la Grande Guerre, un régime plus ou moins laïque a effacé les différences religieuses. Raviver ces différences dans un sens politique, c'est diviser le peuple irakien. Quand le chiite ne se considère plus comme Irakien, mais comme chiite appartenant à la Oumma, il va de soi qu'il ne sera

pas heureux avec son frère sunnite qui est aussi pauvre que lui, mais n'a pas de puissance étrangère pour le soutenir.

À lire aussi

Le venezuela post-maduro : plus stable, plus riche, mais toujours pas démocratique

Javier Villamor

Et au Liban aussi, les oulémas iraniens ont qualifié les chiites de « pauvres et opprimés ».

Pauvres quand ils se vantent d'avoir tellement d'enfants qu'ils vont devenir majoritaires ? Il va de soi qu'avec le même salaire, on ne vit pas aussi largement quand on a deux enfants que quand on en a dix ou quinze.

Quant à dire qu'ils sont opprimés, je ne vois pas comment. Eux peuvent accéder à la seconde position de pouvoir au Liban, celle de président de l'Assemblée nationale. Mais les chrétiens grecs-orthodoxes, grecs-catholiques, arméniens-orthodoxes, arméniens-catholiques, syriaques-orthodoxes, syriaques-catholiques, chaldéens orthodoxes, chaldéens-catholiques, protestants, ainsi que les juifs, les alaouites et les druzes, eux, ne peuvent accéder à aucune position de pouvoir, car ils n'ont pas la chance d'appartenir à l'une des trois communautés qui se sont partagé le fromage en 1943, de la façon la plus inconstitutionnelle qui soit. (Car la Constitution libanaise dit que tous les Libanais sont égaux.)

Nous, nous ne pouvons pas accéder au pouvoir au Liban, et un chiite le peut. Et avec ça, ce serait lui, l'opprimé, et nous, les oppresseurs ?

Pourtant, à force de répétition, toutes les fables marchent. C'est ça, le fort de la propagande khomeyniste : dresser les chiites contre les autres communautés en leur faisant croire qu'ils sont opprimés, dans le but de leur faire haïr les chrétiens et les sunnites – et les juifs s'il y a lieu. Ce genre de méthode a toujours été utilisé pour diviser les peuples. Il a même servi durant la Révolution iranienne où Khomeiny profitait du moindre signe de richesse du chah, pour dire au peuple qu'il était opprimé. Mais bien sûr, une fois que lui-même a pris le pouvoir, l'argument ne valait plus.

Michel Fayad : Lina décrit la mécanique de la propagande : transformer le chiite en victime structurelle pour le couper de ses compatriotes. C'est une stratégie de division intérieure avant d'être une stratégie géopolitique.

Ce que j'ajoute, c'est la dimension institutionnelle de cette fracture. Ce qui n'est pas réversible à court terme, ce ne sont pas les identités religieuses elles-mêmes, c'est leur inscription dans les architectures constitutionnelles. Les quotas libanais, le muhasassa irakien : ces structures perpétuent la logique communautaire indépendamment de Téhéran. Le document de Taëf, imposé en 1989 sous triple pression syrienne, saoudienne et américaine, a officialisé une capitulation dont les effets structurent encore aujourd'hui l'impossibilité d'un État pleinement souverain au Liban.

Il existe cependant une preuve que cette instrumentalisation a des limites : le mouvement Tishreen en Irak, en octobre 2019, était majoritairement chiite et profondément hostile à l'influence iranienne. La jeunesse chiite irakienne a démontré que l'identité confessionnelle et la résistance à l'hégémonie de Téhéran ne sont pas contradictoires. Et Sistani depuis Nadjaf a toujours défendu une conception nationale du chiisme, à rebours du Velayat-e faqih. Tant que de telles voix existent, la fracture n'est pas irréversible.

L'Occident complice malgré lui – Comment expliquer que le cadre intellectuel anticolonial occidental soit devenu un outil de légitimation de l'expansionnisme iranien, et qui en est responsable ?

Antony Dabila : La raison est simple : l'anti-américanisme. La lutte de l'Iran est identifiée avec les luttes anticoloniales et la résistance à un « empire » global. Mais c'est bien la forme du système international qui se joue ici et la nature des équilibres de puissance au Moyen-Orient. Les Etats-Unis sont-ils toujours en mesure d'imposer leur volonté, par la négociation ou par la force, aux Etats menaçant l'ordre international (ici, voulant acquérir l'arme atomique) ? Le système de sécurité mondial mis en place par les Etats-Unis permet-il de réduire les conflits ou bien les augmente-t-il ? Enfin, la capacité des autres Etats à modifier l'état du système se pose. La question est alors : la coalition de tous est-elle plus puissante que la puissance dominante, à la fois globalement et localement.

Lina Murr Nehmé : La question suppose que l'Occident soit victime d'un cadre intellectuel. Je nuancerais : il est aussi victime de sa propre cupidité.

Regardez ce qui s'est passé après les attentats de Charlie Hebdo en janvier 2015. Le gouvernement français a organisé une grande manifestation pour défendre la liberté d'expression. Et il y a invité des chefs d'État de régimes qui financent, en France même, les imams et les prédicateurs dont la doctrine avait inspiré les tueurs. Et ce, le lendemain du jour où Raif Badawi avait été fouetté. Devant ces chefs d'État riches, il a fait des courbettes. Voilà

la complicité occidentale : non pas une erreur de raisonnement, mais le refus de voir ce qu'on ne veut pas voir parce que cela dérangerait des intérêts financiers considérables.

Le même scénario se répète aujourd'hui avec Joulani. Les chancelleries occidentales se précipitent pour obtenir des contrats de reconstruction en Syrie pendant que ses hommes, à quelques dizaines de kilomètres de là, massacrent les minorités. On l'invite à Bruxelles. On parle de son costume et de ses bonnes manières. Ce n'est pas de l'aveuglement intellectuel, c'est de l'hypocrisie organisée.

Ceci dit, la stratégie islamiste est aussi délibérément conçue pour tromper. Elle présente chaque avancée comme une victoire contre l'oppression occidentale. Elle sait déguiser le projet du califat en utilisant un vocabulaire de résistance et de droits. Et l'Occident tombe dans ce piège parce qu'il ne lit pas les textes en arabe et ne sait pas ce que disent réellement les oulémas dans les mosquées. Ou ne veut pas le savoir.

La responsabilité est donc double : ignorance choisie d'un côté, stratégie de dissimulation assumée de l'autre.

Michel Fayad : Depuis vingt ans, une partie des élites intellectuelles occidentales a analysé l'Iran à travers une grille simple : l'Occident serait la puissance dominante, Téhéran la résistance. Cette lecture n'a jamais été unanime, mais elle a suffisamment imprégné certains centres de décision pour influencer durablement la perception du régime iranien, conduisant à traiter les concessions comme une forme de réparation morale pour des torts historiques réels mais instrumentalisés.

Elle a surtout empêché de voir que la République islamique pouvait être simultanément anti-occidentale et expansionniste, et qu'elle pratiquait à l'égard des populations du Liban, de l'Irak ou du Yémen exactement ce qu'elle dénonçait de la part des puissances occidentales. Un néocolonialisme théocratique habillé en discours de **résistance**. Au Liban, pendant que certains intellectuels parisiens célébraient la résistance du Hezbollah, ce même Hezbollah imposait sa loi dans des quartiers autrefois pluralistes, agissait en milice et paralysait un État.

Mais il serait inexact d'en faire un problème purement occidental. Des acteurs locaux ont instrumentalisé ce même cadre pour légitimer leur propre relation avec Téhéran, souvent par intérêt direct. L'Occident n'est pas le seul producteur du récit. Il en a été, à des degrés divers, le relais complaisant.

La responsabilité est donc diffuse : insuffisance analytique d'une partie du champ universitaire, culture militante qui valorise la posture de rupture, habileté iranienne à occuper les espaces discursifs disponibles, et intérêts locaux qui ont relayé ce récit. Le résultat pratique : une littérature abondante sur l'arrogance américaine dans la région, et très peu d'analyses sérieuses du fonctionnement de l'axe de résistance du point de vue des populations qui en subissent les conséquences.

Souveraineté arabe, mythe ou projet — Entre ingérence iranienne, présence américaine, pénétration économique chinoise et rivalités du Golfe, existe-t-il un espace réel pour une souveraineté arabe autonome ?

Antony Dabila : L'architecture de sécurité du Moyen-Orient est issue de la chute de l'Empire ottoman après la Première guerre mondiale, et la décolonisation des Etats de la Trêves, qui rassemblaient tous les Etats du Golfe, territoires britanniques jusqu'en en 1971. Dans les deux cas, suivant la solution de John Philby d'Etats séparés prévalu, contre l'idée d'un grand royaume arabe de Lawrence d'Arabie, qui organisa la lutte contre les Turcs. La multiplicité de petits, voire de micro-, Etats n'était possible que grâce à une garantie de sécurité absolue fournie par les Etats-Unis, qui ont imposé un status quo total dans la région depuis 1945. Cette garantie survivra-t-elle au conflit ? C'est la grande question dont la réponse sera connue avec la forme de l'accord final et par le comportement des Etats une fois celui-ci en vigueur.

Lina Murr Nehmé : Je reviens à ce que j'avais dit plus haut : les peuples colonisés par les Arabes ne sont pas arabes. Seuls ceux de la Péninsule arabique le sont. Et dans l'ensemble, les pays du Moyen-Orient se divisent en deux classes. Il y a d'une part ceux que le pétrole a rendus très riches et qui, par leur argent, forment une sorte de classe dirigeante parmi les nations du Moyen-Orient : l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït, les Émirats. Et cette classe dicte sa volonté aux pays pauvres. Les pays de la Ligue arabe ne forment pas une union comme l'Union Européenne. Donc parler de « souveraineté arabe autonome » n'est pas possible dans l'avenir proche.

Il faut savoir que la notion d'arabisme a été inventée et utilisée massivement par les Anglais et les Arabes durant la Première Guerre mondiale pour permettre à l'Angleterre de tailler un royaume pour un califat arabe, afin d'obtenir l'aide militaire du chérif Hussein et des Bédouins du désert. Car comment pourriez-vous, en tant que puissances occidentales, dire que vous apportez la liberté et l'émancipation en démantelant l'Empire ottoman, si

vous ne convainquez pas les Libanais, les Palestiniens, les Syriens, les Irakiens, qu'ils sont arabes, et qu'ils seront libérés si on remplace à leur tête les colons turcs par des colons mecquois ? Car tel était l'enjeu : faire régner sur le Proche-Orient la famille royale mecquoise, le chérif Hussein et ses fils – dont l'un a été mis à régner sur l'Irak après la Syrie, et l'autre sur la Jordanie (où son arrière-petit-fils est roi aujourd'hui). Si, en revanche, à force de propagande, et à force de les appeler arabes, on les convainquait qu'ils étaient des Arabes, alors il devenait normal de leur donner La Mecque pour capitale, puisqu'elle était celle des Arabes.

Pour se retrouver dans les méandres de la politique britannique du début du siècle dernier, et qui a été à l'origine des guerres modernes au Moyen-Orient, je recommande la lecture de mon livre *Quand les Anglais livraient le Levant à l'État islamique*, (Salvator 2015).

Michel Fayad : Lina a raison sur l'arabisme comme construction historique en partie fabriquée. Cette réalité pèse encore sur la question de la souveraineté, car on ne peut pas bâtir durablement sur une identité dont les fondements sont contestés.

Ce que j'ajoute, c'est une distinction que l'on omet trop souvent : toutes les influences extérieures ne sont pas équivalentes. La dépendance sécuritaire américaine offre un parapluie que personne d'autre ne peut fournir. La pénétration économique chinoise crée des leviers réels mais diffus. L'ingérence iranienne est qualitativement différente des deux premières : c'est le seul des trois acteurs dont la stratégie implique la dissolution partielle de la souveraineté locale comme condition de son propre maintien en puissance. Le Velayat-e faqih n'est pas seulement une doctrine religieuse, c'est un système qui place au-dessus de toutes les institutions élues une autorité dont les **décisions** s'imposent y compris aux proxys qui en relèvent.

Les États du Golfe ont développé depuis 2015 une marge de manœuvre diplomatique réelle. Mais en irriguant depuis des décennies les réseaux wahhabites, salafistes et des Frères musulmans, ces mêmes pétromonarchies ont contribué à la menace islamiste sunnite dont elles prétendent aujourd'hui se protéger. Pour les États de la périphérie, Irak, Liban, Yémen, la souveraineté reste hypothétique, non pas principalement à cause des ingérences extérieures, mais parce que leur édification nationale est inachevée. La souveraineté ne se reprend pas de l'extérieur : elle se construit de l'intérieur.

La nomination par Donald Trump de Tom Barrack (connu pour ses positions alignées sur celles de la Turquie et des pétromonarchies du Golfe) comme

envoyé spécial en Syrie et en Irak illustre précisément cette logique. Elle montre que la présence américaine dans la région n'est pas neutre par rapport aux rivalités d'influence : Washington peut choisir de peser en faveur de certains acteurs régionaux plutôt que de la reconstruction d'États souverains.

Le cas irakien comme laboratoire – L'Irak est-il en train de réussir à s'émanciper des deux tutelles, ou le sadrisme souverainiste restera-t-il une force de protestation sans jamais accéder au pouvoir réel ?

Lina Murr Nehmé : Ce qu'on appelle sadrisme en Irak n'est pas vraiment souverainiste, puisqu'il s'appuie sur l'Iran. Rappelez-vous que Moqtada Sadr a fait fuir ses troupes en Iran à moment donné. S'il avait été vraiment souverainiste, il aurait combattu la colonisation iranienne de son pays, et il aurait été persona non grata en Iran. En fait, il change de discours et mange à tous les râteliers. Les Sadr sont une dynastie d'oulémas intellectuels brillants, d'origine libanaise, mais dont les plus connus ont servi l'Iran khomeyniste. Moussa Sadr travaillait pour le chah, puis l'a combattu au Liban et a aidé Khomeiny : il a procuré à ses Gardiens de la Révolution un entraînement dans les camps palestiniens au Liban. Mohamed Baqer Sadr a travaillé, en Irak, pour Khomeiny, et appelé les Irakiens à lui obéir en renversant leur régime laïque. (Il en est mort.) Son gendre Moqtada travaille pour lui-même. Il impose sa loi à l'immense quartier chiite de Bagdad. Peu importe qu'il attaque l'Iran et les Américains. Sa milice est chiite, et elle impose la charia à tout un quartier où, à l'origine, les chrétiens et les sunnites devaient également vivre, et vivre à l'aise. En fait, Moqtada a transformé le quartier de la Révolution (devenu Saddam City), de la même manière que le Hezbollah a transformé la banlieue sud (Dahié) de Beyrouth, quartier à l'origine chrétien.

À supposer que le Hezbollah ne se réclame pas de l'Iran, l'appellerait-on souverainiste ?

Dans un pays multiconfessionnel, ce n'est pas être souverainiste que de se limiter à servir une communauté donnée, contre les autres. La souveraineté irakienne aurait consisté à n'exclure personne.

Michel Fayad : Le sadrisme est-il souverainiste, ou joue-t-il un rôle dans un système dont il tire profit ? C'est la distinction que je formule entre un souverainisme de conviction et un souverainisme de position.

Ce que j'ajoute, c'est la dimension institutionnelle que la question personnelle de Sadr ne doit pas occulter. Indépendamment des ambiguïtés de son chef, le sadrisme représente structurellement quelque chose de réel : un nationalisme chiite irakien qui revendique l'identité confessionnelle sans allégeance au Velayat-e faqih. En cela, il rejoint la vision de Sistani depuis Nadjaf, une conception nationale du chiisme face au modèle impérial iranien. Le mouvement Tishreen de 2019, majoritairement chiite et explicitement anti-iranien, a montré que cette aspiration existe dans la société, indépendamment des calculs des appareils politiques.

Mais l'obstacle principal reste institutionnel. Les milices pro-iraniennes sont des économies politiques autonomes, contrebande, marchés publics, gestion de **territoire**, qui ne disparaîtront pas parce qu'une force nationaliste remporte des élections. Le muhasassa, comme le système confessionnel libanais que décrit Lina, est conçu pour absorber et neutraliser toute force qui tenterait de le court-circuiter.

Le signe à surveiller n'est donc pas électoral. C'est si l'armée régulière irakienne commence à accumuler davantage de capacités autonomes que le Hachd al-Chaabi. Le jour où ce rapport de force bascule en faveur de l'État légal, l'équation politique changera. Pas avant.

MOTS-CLES

Moyen-Orient , Arabie Saoudite , Egypte , Détroit d'Ormuz , monde arabe , Occident , Hezbollah , Liban , États-Unis , Iran , menace , guerre , Guerre en Iran

THEMATIQUES

International